



PREFET DE LOIR-ET-CHER

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Blois, le 18 mai 2017

Unité départementale du Loir-et-Cher

SAS LAFARGE GRANULATS France

Secteur Vallée de Seine

ZI - 7, Rue du Saut du Lièvre

77 876 MONTERERAU Cedex

Demande de modification des conditions d'exploitation
de la carrière sise aux lieux-dits « Les Grands
Réages », « Giblet » et « Vallée des Mouises », à
Villermain (41).

Rapport de l'Inspection des Installations Classées

à

Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher

(Préfecture / BEAT)

Copies : DREAL Centre (SEIR)

Pièces jointes : Projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires

I. OBJET DU RAPPORT

Par demande du 25 octobre 2016, M. [nom] agissant en qualité de Directeur du secteur Vallée de Seine de la société LAFARGE GRANULATS France, a sollicité auprès de Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher une modification des conditions d'exploitation de la carrière de calcaire exploitée par sa société sur le territoire de la commune VILLERMAIN (41) aux lieux-dits « Les Grands Réages », « Giblet » et « Vallée des Mouises ».

Le présent rapport a pour objet de présenter la demande de l'exploitant, et de proposer la suite administrative qu'il convient de lui réserver en application des dispositions réglementaires issues du code de l'environnement.

À noter que la demande précitée était accompagnée d'une seconde demande portant sur une prorogation de la carrière contiguë autorisée par les dispositions de l'arrêté préfectoral n°93-2906 du 25 novembre 1993 modifié. Cette seconde demande a fait l'objet d'une présentation devant la CDNPS le 22 décembre 2016 et a été autorisée par les dispositions de l'arrêté préfectoral n°41-2017-02-10-005 du 10 février 2017.

II. SITUATION ADMINISTRATIVE DE LA CARRIERE

La carrière de calcaire exploitée par la société LAFARGE GRANULATS France, aux lieux-dits « Les Grands Réages », « Giblet » et « Vallée des Mouises », sur le territoire de la commune de VILLERMAIN, est autorisée par les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2011-131-0010 du 11 mai 2011.

L'emprise autorisée porte sur une surface totale de 57 ha 40 a 56 ca dont 45 ha 67 a 16 ca exploitables.

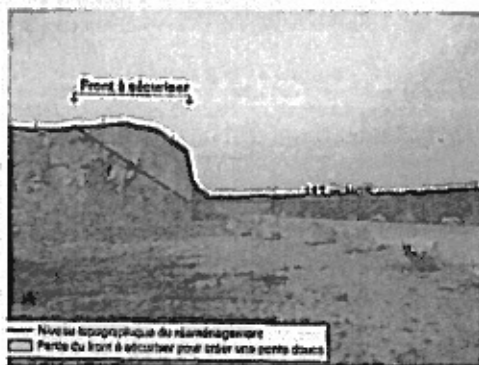
La production maximale autorisée est de 480 000 tonnes par an.

Eu égard à la nomenclature des installations classées les installations relèvent du régime de l'autorisation par référence à la rubrique 2510.1 (exploitation de carrières).

III. DEMANDE DE LA SAS LAFARGE GRANULATS France

La demande de la SAS LAFARGE GRANULATS France consiste :

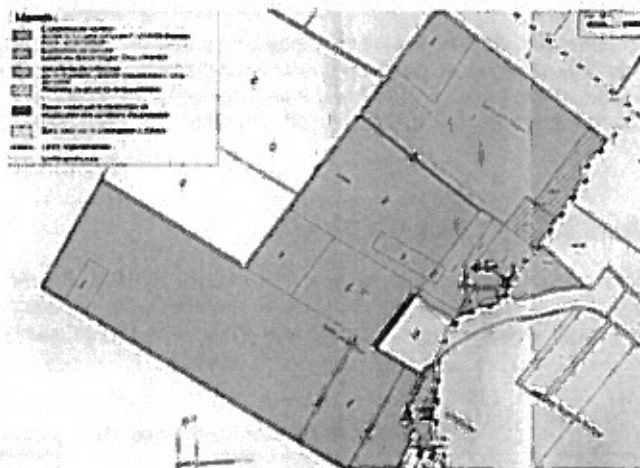
- Dans la partie Nord du site, à adoucir la pente du front en limite avec la carrière contiguë autorisée par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 25 novembre 1993 modifié, dont l'échéance est fixée au 25 novembre 2019. Ces travaux envisagés pour des raisons de sécurité, ont pour objectif de ne pas conserver pendant de nombreuses années (le phasage d'exploitation de la carrière autorisée en 2011 prévoit l'exploitation de la zone concernée lors de la dernière des 6 phases quinquennales) un front abrupt de plusieurs mètres de hauteur dans le secteur situé à la limite des 2 carrières. La photographie ci-dessus illustre le principe des travaux envisagés.



- Dans la partie Est du site, à exploiter sur une partie du périmètre (125 m) la bande réglementaire des 10 mètres, de façon à supprimer dans le cadre de la remise en état du secteur considéré, une butte actuellement présente sur cette bande des 10 mètres. En effet, sur le dernier plan d'exploitation le niveau des terrains sur cette bande des 10 mètres est porté à 117 m NGF, alors que le niveau de la remise en état en limite (sur le périmètre exploitable) est fixé à 115 m NGF, soit 2 mètres plus bas.

A noter que les éléments précités s'accompagnent d'une demande de modification (adaptation nécessaire) du phasage de l'exploitation et, par conséquent, d'un nouveau calcul du montant des garanties financières à constituer.

Le document ci-après, extrait du dossier de demande du pétitionnaire, permet de situer les 2 secteurs (trait gras) concernés par la demande.



III.1 Les incidences des aménagements sollicités

Des éléments extraits du dossier de demande présenté par la société LAFARGE Granulats France, il ressort que les incidences du projet de modifications sont évaluées comme suit :

Phasage :

Le nouveau phasage n'entraîne pas de modifications majeures par rapport au projet initial. En effet le décapage de la bande des 10 mètres à l'Est entraînera une augmentation de la découverte de 2500 m³. Concernant l'extraction du gisement sur cette bande, elle permettra de récupérer 10 000 m³ de tout venant. Les réserves estimées initialement à 3 500 000 m³ atteindront donc 3 510 000 m³, ce qui correspond à une augmentation de 0,3 % qui peut être jugée comme négligeable en comparaison au cubage total du gisement.

Garanties financières :

La carrière a été initialement autorisée pour une durée de 30 ans. Dans son dossier le pétitionnaire a produit un nouveau calcul des garanties financières portant sur une durée de 25 ans dans la mesure où il précise que l'avancement de l'exploitation se situe au niveau de la 2^{ème} année de la 2^{ème} période quinquennale.

L'évolution de l'indice TP 01 pris en compte pour ce calcul, ainsi que à l'accroissement des surfaces utilisées, conduit à une légère augmentation du montant des garanties qui seront à constituer.

Ce point est développé spécifiquement au paragraphe III.2 ci-après

Réaménagement du site / paysages :

Le réaménagement du site restera quasiment le même que celui autorisé actuellement. Seule l'exploitation de la bande des 10 mètres dans la partie Est du site permettra de supprimer une butte topographique pour retrouver une continuité topographique et paysagère avec les terrains avoisinants.

Cette modification permettra par ailleurs de sécuriser les lieux tout en formant un ensemble paysager cohérent.

Stabilisation des terrains :

La suppression d'un front abrupt à l'Est dans la bande des 10 mètres et la sécurisation du front dans la partie Nord (talutage en pente de l'ordre de 45°) permettront de stabiliser les terrains. De ce fait, les terrains alentours, et notamment le terrain en cours de réaménagement au Nord pourront être utilisés dans leur intégralité sans crainte de chute de roches issues du front non sécurisé.

III.2 Mise à jour des garanties financières

L'exploitation d'une carrière étant soumise à la constitution de garanties financières, la société LAFARGE GRANULATS France a mis à jour le calcul des garanties financières pour intégrer les aménagements portés par sa demande de modification des conditions d'exploitation.

III.2.1 situation actuelle :

Le montant des garanties financières à constituer pour la carrière jusqu'à l'échéance de l'autorisation fixée au 11 mai 2041 est prescrit par les dispositions de l'article 1.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2011-131-0010 du 11 mai 2011.

L'article précité est ainsi libellé :

« Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 09 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

L'exploitation est menée en 6 périodes quinquennales

A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).

Périodes	S1 (C1 = 15,555 k€/ha)	S2 (C2 = 36,29 k€/ha) pour les 5 premiers hectares (C2 = 29,625 k€/ha) pour les 5 suivants (C2 = 22,22 k€/ha) au-delà	S3 (C3 = 17,775 k€/m)	TOTAL en k€ TTC (α = 1,059)
1	1,4	5,8	0,69	253,198
2	1,8	6,2	0,44	267,624
3	2,1	6,4	0,48	279,588
4	2,2	6,4	0,51	281,800
5	2,05	7,2	0,80	309,874
6	0,7	7,6	0,53	295,108

S1 (en ha) : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

S3 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire de chaque front par la hauteur moyenne du front hors d'eau diminuée des surfaces remises en état.

L'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant de référence est celui en vigueur au 1^{er} septembre 2010 (JO du 30/12/2010), soit 652,6,

Pour satisfaire à ces obligations réglementaires la société LAFARGE GRANULATS France dispose d'un acte de cautionnement auprès de la société Atradius pour un montant de 268 239 €. Cet acte couvre la période du 11/05/2016 au 10/05/2021.

III.2.2 situation envisagée :

Pour les 5 dernières phases quinquennales, la société LAFARGE a produit un nouveau calcul des garanties financières à constituer.

Les éléments de ce nouveau calcul corrigé par l'inspection et les montants qui en résultent sont les suivants :

Périodes	S1 (C1 = 15,555 k€/ha)	S2 (C2 = 36,29 k€/ha) pour les 5 premiers hectares (C2 = 29,625 k€/ha) pour les 5 suivants (C2 = 22,22 k€/ha) au-delà	S3 (C3 = 17,775 k€/m)	TOTAL en k€ TTC (α = 1,058)
2	1,8	6,65	0,66	293,820
3	2,1	6,85	0,7	306,117
4	2,2	6,85	0,73	308,389
5	2,05	7,65	1,02	337,244
6	0,7	8,05	0,75	322,069

S1 (en ha) : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

S3 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire de chaque front par la hauteur moyenne du front hors d'eau diminuée des surfaces remises en état.

Le TP 01 utilisé (base 2010) est celui de juillet 2016 (JO du 13/10/2016), soit 102,3 (base 2010), soit $102,3 \times 6,5345 = 668,5$.

A noter que depuis le dépôt du dossier de nouvelles valeurs de l'indice TP01 (base 2010) ont été publiées au JO. La proposition d'arrêté jointe tient compte de cette évolution.

IV. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Au niveau réglementaire les demandes de la société LAFARGE Granulats France portant d'une part, sur une modification du phasage d'exploitation et, d'autre part, sur l'exploitation de la bande réglementaire des 10 mètres à l'Est du site sur 125 m de long, ont respectivement pour objet des motivations d'ordre sécuritaire par l'adoucissement de la pente du front au Nord du site, et d'ordre paysagères par la suppression en partie Est de l'exploitation d'une butte topographique, conduisant ainsi à retrouver une continuité topographique et paysagère avec les terrains avoisinants.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées considère que les demandes de la société LAFARGE Granulats France sont, au sens du code de l'environnement, à considérer comme notables mais non substantielles.

VI. CONCLUSION

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Loir et Cher de donner une suite favorable à la proposition d'arrêté préfectoral jointe qui permet d'accorder à la société LAFARGE GRANULATS France pour sa carrière de VILLERMAIN (41) autorisée par les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2011-131-0010 du 11 mai 2011, d'une part, une modification du phasage d'exploitation et, d'autre part, une dérogation pour l'exploitation de la bande réglementaire des 10 mètres sur un peu plus de 100 mètres de long.

L'inspection des installations classées propose également que ce rapport et la proposition d'arrêté précités soient respectivement présentés et soumis à l'avis de la CDNPS dans sa formation « Carrières », conformément à l'article R.512-46-22 du Code de l'environnement.

L'inspecteur des installations classées,

Pour le Directeur et par délégation,
Le Chef de l'Unité Départementale de Loir-et-Cher,

